

Turquie : les tomates, la croissance ou l'indépendance

dimanche 26 août 2012, par [Marillac](#)

Le niveau de développement d'un pays se mesurerait-il au goût de ses tomates ?

Un brin de provocation, une grosse pincée de sel, voilà à quoi se résume la dégustation de la tomate aujourd'hui en Turquie. Le phénomène est général - et capital - qui fait des tomates turques de lointains avatars des gelées d'outre Manche.

Explications.

Il y a dix ans encore, aucun Français rompu aux flasques rougeurs légumières servies en guise de tomates ne manquait de souligner la qualité des tomates turques : fermes et charnues, l'éclat de leur rouge le disputait à un parfum frais et plein. Bien que talées ou un peu vertes par endroits, rien ne portait atteinte à la dégustation de ces incomparables légumes.

A l'été 2012, il ne reste de la gent tomatière dans le tout Istanbul, qu'une population aussi forte en qualité et quantité que celle de sa proche parente, la méduse de la mer de Marmara. Tomate de serre gonflée à l'eau et rougie en cagette. Insignifiante. Et la tomate bio me direz-vous ? Peu concluante ; la serre reste la serre.

Bref, la légendaire tomate turque a disparu ; celle que le marchand tranchait avec gourmandise pour en afficher la chair ferme et rouge, le matin à l'ouverture du marché, chair inaltérée 12 heures durant à l'ombre du platane...

Mais pourquoi consacrer un édit à la tomate ?

C'est que son évolution reflète le « développement » de la société turque, de son urbanisation, de son industrialisation et de la destruction trop rapide - irréversible ? - de sa vie rurale et de son agriculture. A la tomate des petits exploitants vendant le surplus de leur autoconsommation, on a substitué la tomate produite à échelle industrielle, à grand renfort d'eau et de pétrole (pour les intrants, comme pour le transport). La tomate n'est qu'un exemple ; un peu fade.

La destruction de l'élevage en Turquie en est un autre, plus éclairant.

Le chroniqueur du quotidien Radikal, Koray Caliskan, rapportait récemment la chose suivante. Citons-le : « Si l'on continue sur la même lancée, d'ici cinq ans il n'y aura plus [en Turquie] d'animaux, de bétail local. Les prix du lait et de la viande seront déterminés par le seul appétit des spéculateurs internationaux.

En 1980, la Turquie comptait 16 millions de vaches, 50 millions de moutons, 19 millions de chèvres, un million de bœufs et taureaux, et 44 millions d'hommes. Si les évolutions de ces chiffres étaient restés stables, en 2012, on aurait compté 27 millions de vaches, 29 millions de moutons, 32 millions de chèvres et 1,7 millions de taureaux. Enfin si les animaux s'étaient multipliés aussi vite que les hommes.

Mais résumons la situation pour l'année 2012 : on compte, en Turquie, 2 millions de vaches, 22 millions de moutons, 6 millions de chèvres et 80 000 taureaux pour 75 millions d'humains.

C'est dire que les cheptels en Turquie ont diminué de près de la moitié ; que c'en est fini de l'élevage local, que les prix de la viande sont montés en flèche, que les pâturages ont été livrés à la furie immobilière et que la viande étrangère subventionnée a submergé le pays. »

Que s'est-il passé en Turquie ces trente dernières années ?

Trois choses fondamentales sur le plan économique :

L'industrialisation : un grand appel d'air de main d'œuvre

L'exode rural et l'urbanisation [Modification des habitudes alimentaires ; augmentation de la portion carnée dans le régime alimentaire des nouvelles classes urbaines moyennes]

Le plongeon dans le grand bain du marché mondial [Démantèlement des dernières grandes coopératives agricoles en 2001 - 2002 dans le cadre des plans structurels imposés par le FMI suite à la crise de 2001 : la détresse agricole a aussitôt été absorbée par la croissance industrielle et urbaine ; et les terres livrées, soit aux promoteurs immobiliers, soit aux promoteurs agro-industriels]

Bref, la Turquie se retrouve face à une crise en ciseaux : la hausse constante de sa demande de viande [et au-delà, de produits agricoles] ; la baisse constante de sa production. Résultat : elle ne peut combler le 'gap' - l'écart entre les ciseaux - que par l'importation de produits soit subventionnés, soit produits à bas prix.

La destruction du modèle agricole turc sur l'autel d'une stricte politique [Y a-t-il vraiment un pilote dans l'avion ?] de croissance urbaine et industrielle est une aberration à plusieurs égards :

une aberration politique qui confine à l'absurdité dans un pays si prompt à revendiquer - et ce, fort légitimement - son indépendance. Mais quid de l'indépendance nationale quand l'indépendance alimentaire n'est plus assurée ?

une aberration territoriale qui confine là encore à l'absurdité : quel dirigeant portera la responsabilité historique de l'effondrement du modèle agricole sur une terre, l'Anatolie, qui depuis plus de 10 000 ans, est une terre agricole par excellence ? [Notons que la disparition de l'élevage livre l'Anatolie à la monoculture intensive de céréales et donc à un appauvrissement, voire à une mort biologique rapide des sols. Passons sur les conséquences multiples de ces pratiques]

Voici, à grands traits, pour l'exemple agricole et alimentaire. Mais la crise est plus profonde encore.

Dédaignée par l'Europe et happée par une frénésie de croissance, la Turquie oublie ses intérêts les plus vitaux : comment préserver la liberté de se nourrir, de se loger, se chauffer, se déplacer... ?

Car si la croissance exceptionnelle qu'a connue le pays ces dernières années donne une illusion d'abondance dans la production et la densification de la société marchande, elle sape, comme dans l'exemple alimentaire, les fondements mêmes de sa durabilité. Mère des crises à venir, la croissance fait briller l'étoile de la Turquie dans le monde tout en sapant les ressorts de son indépendance nationale et en préparant les crises à venir.

Outre l'alimentation, il est encore deux domaines essentiels dans lesquels la Turquie, en principe si soucieuse de son indépendance, met gravement en péril sa liberté future :

L'énergie : même chose que pour l'alimentation, la hausse de la demande d'énergie est proportionnelle au développement du pays. Or la Turquie est dépendante de l'étranger pour les énergies fossiles. Comme la plupart des pays développés, certes. Mais dans l'ère de l'après-pétrole - ou plus modestement, du pétrole cher -, cette dépendance a tendance à devenir fatale, ne serait-ce que pour les perspectives de croissance. L'idée du siècle pour relever ce défi ? Parier sur l'hydroélectrique et le nucléaire [Notons au passage que, dans ses aspects les plus centralisateurs, la Turquie subit toujours un tropisme très français...].

L'idée est-elle pertinente au regard de l'indépendance nationale ? Pas forcément et ce pour plusieurs raisons :

. Electronucléaire et hydroélectricité ne produisent par définition que de l'électricité, soit environ 22% de la consommation totale d'énergie finale dans un pays développé [chiffres français pour 2007] : il faudrait donc ouvrir à fond tous les radiateurs électriques (perspectives de croissance dans le secteur du grille-pain...), ne pas isoler les bâtiments, faire tourner les climatisations toute l'année pour faire remonter ce pourcentage-là (et par là, la consommation électrique finale) et se donner l'impression d'une plus grande indépendance énergétique... En gros, se rendre plus dépendant à l'électricité pour se donner une impression d'indépendance.

. Concéder la construction et la production d'énergie à une seule compagnie russe n'est pas forcément

gage d'indépendance technologique et énergétique.

. La construction de centrales nucléaires en zone sismique présente aussi un certain nombre de difficultés 'durables'...

. La multiplication des barrages et des retenues pèse sur les réserves foncières, hydriques et pose des questions politiques relativement lourdes : le projet du GAP, Projet du Sud-Est anatolien avec ses 19 barrages, est à la fois un projet énergétique et un projet de ré-allocation des terres, comme de destruction du tissu rural porteur de l'identité kurde de la région : cela nous conduit tout droit à un troisième type de contrainte, la contrainte foncière.

Les ressources foncières : Deux questions se posent ici dont les conséquences sont à chaque fois éminemment politiques : la propriété de la terre (a) et la gestion de l'espace (b).

Deux questions étroitement liées puisque la question de la répartition et de la propriété des terres procède directement de l'exode rural (et vice versa) ; l'exode rural induit l'urbanisation et donc la question de la densité et de la rareté de l'espace urbain.

a- La désertification radicale des campagnes turques liée à l'effondrement du modèle agricole du pays pose la question de l'utilisation des terres anatoliennes dans un avenir proche. Si la Turquie ne s'en sert pas pour garantir son indépendance alimentaire, comment peut-elle valoriser cette manne foncière ? En l'offrant à la rente immobilière sur le pourtour des grandes agglomérations ; ou bien en la mettant à disposition des grands groupes agroalimentaires internationaux en quête de terres cultivables et de profits.

b- Quant à la question de la gestion de l'espace, elle n'est tout simplement pas mieux abordée qu'ailleurs, la seule alternative à la densité urbaine croissante restant l'étalement urbain et la création d'infrastructures routières monstrueuses. Dans un contexte géographique aussi contraignant qu'Istanbul, il en résulte notamment :

le grignotage des terres agricoles périurbaines, les plus fertiles : où va-t-on produire les tomates gélatineuses ? Nouvelle atteinte à l'indépendance alimentaire.

l'inflation constante du parc automobile : à quels types de défis la croissance du secteur automobile va-t-elle confronter Istanbul ? Les axes sont d'ores et déjà saturés avec un parc encore limité.

Bétonnage croissant (un troisième pont est prévu sur le Bosphore ; un troisième aéroport sur Istanbul) et atteinte aux derniers espaces forestiers périurbains : ce qui pose les questions de la biodiversité, mais aussi et surtout, de la protection des ressources en eau (sous la triple contrainte de l'accroissement démographique, de l'artificialisation des sols et du réchauffement climatique) pour Istanbul. La croissance d'une ville impose la croissance de sa ressource en eau : mais jusqu'où ? Et pour quels usages ?

La croissance démesurée d'une ville, la densité croissante des activités et des hommes pose aussi la question de la croissance des risques : et quand le sort d'un pays est à ce point lié à celui de sa principale ville, que cette ville vit sous l'épée de Damoclès d'un prochain séisme majeur, il est légitime de poser la question des conditions de l'indépendance du pays.

Certes la question est particulièrement complexe pour Istanbul, elle a de quoi donner des cheveux blancs aux meilleurs urbanistes, mais la croissance incontrôlée de l'économie du pays est-elle un atout ou une menace ?

La frénésie de croissance qui s'est emparée de la Turquie ces dernières années dissimule ces questions vitales sous le voile de l'abondance du marché ; le pays persistant à ne voir d'urgence vitale que dans les questions identitaires (questions kurde et arménienne pour l'essentiel) dont le traitement nécessairement passionnel est également lourd de conséquences pour son indépendance nationale et stratégique...

Et sous ce déferlement frénétique de croissance économique qui développe autant qu'elle sape les fondements de ce qu'est et pourrait être la Turquie, se laisse parfois entendre une petite chanson de Bertold Brecht. Concluons donc d'un ton léger :

"Ils sciaient les branches qui les portaient

Et se faisaient part à grands cris de leur expérience
Sur la manière de scier plus vite, et puis ils tombaient,
Au milieu des craquements, dans le vide, et ceux qui les regardaient
Hochaient la tête tout en sciant et
Continuaient de scier."

Bertolt Brecht, Exil III, dans Œuvres complètes, Poèmes : Poèmes ne figurant pas dans des recueils, chansons et poèmes extraits des pièces 1934-1941, trad. P. Mayer, Paris, l'Arche, 1967.